



# **S.C.I.C FRICHE LA BELLE DE MAI**

---

## **COLLECTE SELECTIVE DES DECHETS DE LA FRICHE BELLE DE MAI**

---

41 rue Jobin  
13 003 Marseille

### **Acte d'engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1.	CONTRACTANT .....	4
ARTICLE 2.	GENERALITES .....	5
2.1.	Objet du marché .....	5
2.2.	Allotissement .....	5
2.3.	Identification de l'acheteur .....	5
2.4.	Lieu d'exécution .....	5
2.5.	Procédures de passation du marché .....	5
2.6.	Forme du marché .....	5
2.7.	Obligation de résultats .....	6
ARTICLE 3.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	7
3.1.	Pièces particulières .....	7
3.2.	Pièces Générales .....	7
ARTICLE 4.	DUREE DU MARCHE .....	7
ARTICLE 5.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	8
5.1.	Prestations récurrentes .....	8
5.2.	Prestations ponctuelles .....	8
ARTICLE 6.	MONTANT DU MARCHE – REMUNERATION DES PRESTATIONS .....	9
6.1.	Contenu des prix .....	9
6.2.	Prestations récurrentes .....	9
6.3.	Prestations ponctuelles .....	10
ARTICLE 7.	MONTANT MAXIMUM DU MARCHE .....	10
ARTICLE 8.	VARIATION DES PRIX .....	10
8.1.	Choix des index de référence .....	10
8.2.	Dispositions générales .....	10
8.3.	Modalités de calcul des indices .....	10
8.4.	Clause de sauvegarde .....	11
ARTICLE 9.	SOUS-TRAITANCE .....	11
ARTICLE 10.	CONDITIONS DE PAIEMENT .....	12
10.1.	Avance .....	12
10.2.	Échelonnement des paiements .....	12
10.3.	Modalités de règlement .....	13
10.4.	Paiements .....	13
10.5.	Intérêts moratoires .....	14
ARTICLE 11.	OPERATIONS DE CONTROLE ET DE VERIFICATION .....	14
ARTICLE 12.	SUIVI DES PRESTATIONS .....	15
ARTICLE 13.	OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE .....	15

13.1.	Organisation des prestations .....	15
13.2.	Responsabilités du TITULAIRE .....	16
13.3.	Obligation de réserve .....	17
ARTICLE 14.	OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	17
ARTICLE 15.	PENALITES .....	17
ARTICLE 16.	REFACTIONS .....	18
ARTICLE 17.	ÉVÉNEMENTS DANS LE DEROULEMENT DES PRESTATIONS .....	19
17.1.	Modifications des clauses contractuelles .....	19
17.2.	Modification du statut du titulaire .....	19
17.3.	Transfert du marché .....	19
17.4.	Modification de la prestation .....	19
ARTICLE 18.	DISPOSITION DE FIN DE MARCHE .....	20
ARTICLE 19.	ASSURANCES .....	20
ARTICLE 20.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	20
ARTICLE 21.	RESILIATION.....	21
ARTICLE 22.	LITIGES .....	21
ARTICLE 23.	DEROGATION AU CCAG-FCS.....	21
ARTICLE 24.	DECLARATION DU TITULAIRE.....	22

## **ANNEXE 1 : CONDITIONS FINANCIERES : BPU**

## ARTICLE 1. CONTRACTANT

Je soussigné (nom, prénom et qualité du signataire)

.....  
 agissant au nom et pour le compte de .....  
 ci-après dénommé « **le TITULAIRE** »,

au capital de : .....  
 ayant son siège : .....

Numéro de téléphone : ..... Numéro de fax : .....

Courriel : .....

Immatriculée à l'I.N.S.E.E. : .....

Numéro d'identité de l'établissement (SIRET) : .....

Code de notre activité principale : .....

Inscrite au registre du commerce et des sociétés de : .....

Sous le numéro : .....

### Présentation du candidat :

☐ Le candidat se présente seul

☐ Le candidat est un groupement d'entreprises : ☐ conjoint      OU      ☐ solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire : ☐ oui      OU      ☐ non

### Identification des membres du groupement :

(Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement, adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro de SIRET des membres du groupement)

après avoir produit les certificats, déclarations et attestations prévus aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique.

après avoir pris connaissance de toutes les pièces du marché indiqué à l'article « Pièces constitutives » du présent document, et après avoir apprécié, à mon point de vue et sous ma responsabilité, la nature et l'importance des prestations à réaliser, je m'engage à les exécuter conformément aux stipulations du présent marché.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans le délai de CENT CINQUANTE (150) JOURS à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

## ARTICLE 2. GENERALITES

### 2.1. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la collecte sélective de l'ensemble des déchets produits sur le site de La Friche Belle de Mai.

### 2.2. ALLOTISSEMENT

Le marché se décompose en trois (3) lots, comme suit :

- Lot 1 : Collecte sélective des déchets papier/carton, plastique/ferraille, verre, bois, plâtre, encombrants, tissus/textiles et déchets résiduels, ainsi que la fourniture de poubelles tri-flux pour l'espace public.
  - o En option de ce lot : la collecte sélective des mégots de cigarettes et la collecte sélective des couches pour bébés usagées
- Lot 2 : Collecte sélective des cartouches d'encre
- Lot 3 : Collecte sélective des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), des piles et des déchets dangereux,

### 2.3. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

S.C.I.C Friche la Belle de Mai

41 rue Jobin

13 003 MARSEILLE

Ci-après dénommé « le Pouvoir adjudicateur »

### 2.4. LIEU D'EXECUTION

Les prestations s'exécuteront à l'adresse suivante :

Friche Belle de Mai 41 rue Jobin à Marseille (3<sup>ème</sup> arrondissement)

### 2.5. PROCEDURES DE PASSATION DU MARCHE

La procédure de passation du marché est celle de l'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

### 2.6. FORME DU MARCHE

Le présent marché est un marché public à bon de commande sans minimum et avec maximum, attribué à un unique opérateur économique en application des articles L2125-1, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant maximum du marché public à bon de commande est précisé à l'article « Montant maximum du marché » du présent document.

## 2.7. OBLIGATION DE RESULTATS

Ce marché comporte pour le TITULAIRE une obligation générale de résultats pour les prestations objet du marché qui constitue un ensemble techniquement et juridiquement indissociable. Les objectifs en matière de résultat sont décrits dans les pièces du marché listées à l'article « Pièces constitutives du marché » du présent document.

Pour satisfaire à cette obligation, le TITULAIRE s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour effectuer sa prestation dans des conditions de qualités conformes aux niveaux définis par le CLIENT.

Au cas où les moyens définis par le TITULAIRE dans son mémoire ne seraient pas adaptés, il en supporterait seul les conséquences et ne pourrait s'en prévaloir pour diminuer la qualité des prestations.

De même, le TITULAIRE ne pourra se prévaloir d'une connaissance insuffisante des lieux ou des conditions de travail pour réclamer une quelconque révision en hausse du prix des prestations.

Les attentes spécifiques du marché concernant la valorisation des déchets collectés feront l'objet d'une attention particulière par le pouvoir adjudicateur. Le TITULAIRE doit s'engager à valoriser les déchets selon le cadre ci-après.

Dans le cadre du présent marché, le pouvoir adjudicateur attend du prestataire que le refus de tri par le TITULAIRE soit exceptionnel et motivé par des conditions particulières dont il devra se justifier.

Le cadre ci-dessous a pour objet d'inciter le TITULAIRE à limiter le refus de tri. Le TITULAIRE est libre de proposer toute méthode permettant de l'inciter à respecter les objectifs de valorisation, sauf pour les déchets papiers et cartons, les déchets plastiques et métalliques, les piles et le plâtre, où le **rachat de matière est obligatoire**.

Le présent acte d'engagement valant CCAP engage donc le TITULAIRE à fournir les justificatifs de ces engagements dans le cadre de ses bilans trimestriels et annuels et ce, pour toute la durée du marché.

Type de déchets	Objectif de valorisation engageant le TITULAIRE	Méthode incitative et justificatifs à fournir
Papier et carton	100% valorisé	Rachat de matières / bordereaux à fournir avec la facture mensuelle
Déchets plastiques et métalliques	80% valorisé	Rachat de matière / bordereaux à fournir avec la facture mensuelle
Déchets bois	100% valorisé	
Verre	100% valorisé	
D.E.E.E.	60% valorisé	
Cartouches d'encre	90% valorisé	
Piles	80% valorisé	Rachat de matière / bordereaux à fournir avec la facture mensuelle
Déchet dangereux	60% valorisé	

Plâtre	90% valorisé	Rachat de matière / bordereaux à fournir avec la facture mensuelle
Encombrants	50% valorisés	
Tissus et textiles non souillés	75% valorisé	

### ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces qui régissent la réalisation des prestations sont énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Le TITULAIRE déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.

#### 3.1. PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement valant C.C.A.P., Cahier des Clauses Administratives Particulières daté et signé par le représentant dûment habilité de l'entreprise signataire du marché et ses annexes,
  - Annexe 1 : Conditions financières : DPF, BPU
- Le Cahier de Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
  - Annexe 1 : Plans de la Friche
- Le mémoire technique du TITULAIRE

#### 3.2. PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois qui a précédé la date limite de réception de l'offre :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés des fournitures courantes et des services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009,
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le TITULAIRE ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

*Nota : L'attention du TITULAIRE est attirée sur le fait que bien qu'elles ne soient pas jointes, les pièces générales citées au présent article sont rendues contractuelles par le présent marché.*

### ARTICLE 4. DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une période ferme de TROIS (3) ans à compter de sa date de notification.

Le marché est reconductible une fois pour une durée de UN (1) an.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction du marché est tacite. Le TITULAIRE ne peut s'opposer à cette reconduction.

En cas de non-reconduction du marché, la décision du Pouvoir adjudicateur est notifiée au TITULAIRE avec un préavis de deux mois avant la date d'expiration de la période en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

## ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 5.1. PRESTATIONS RECURRENTES

La date prévisionnelle de début des **prestations opérationnelles** est fixée au **08 février 2021**. Elle sera confirmée lors de la notification du marché.

Une clause de revoyure est établie à échéance de 3 mois d'exécution pour définir et ajuster, notamment au regard des conditions actuelles d'exploitation du site dues à la crise sanitaire.

C'est à ce titre que les prestations récurrentes sont également définies dans le cadre d'un bon de commande trimestriel.

### 5.2. PRESTATIONS PONCTUELLES

Le déclenchement des bons de commande relatifs aux prestations ponctuelles sera précédé d'une demande de devis établi à partir des prix unitaires du présent marché.

Les prestations ponctuelles s'effectueront sur bons de commande notifiés par le Pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Avant l'émission d'un bon de commande, le TITULAIRE et le Pouvoir adjudicateur échangeront par écrit sur les modalités d'organisation (le point de départ, le délai d'exécution, le montant) et le TITULAIRE remet sa proposition financière.

Le Pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande accompagné de la copie du devis accepté.

Les bons de commande, et son annexe, comporteront les mentions suivantes :

- La référence du marché,
- La désignation précise des prestations commandées,
- La durée de la prestation,
- La date de début des prestations,
- Le montant de la prestation (détaillé sur la base du bordereau des prix unitaires annexé au présent acte d'engagement).

Les bons de commande signés par l'ordonnateur sont transmis sous format électronique par courriel.

Lorsque le TITULAIRE estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion les présenter par écrit au Pouvoir adjudicateur dans un délai de 24 heures.

Le TITULAIRE se conforme strictement aux bons de commandes qui lui sont notifiés dans le cadre du marché, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, celui-ci sera annulé et concrétisé par l'émission d'un nouveau bon de commande transmis selon les modalités décrites plus haut (courriel).



Tous les bons de commande notifiés avant la date normale d'expiration du marché font partie du marché quelle que soit la date d'exécution des prestations, celle-ci n'étant toutefois pas supérieure à trois (3) mois.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité à tout moment de suspendre ou de mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet d'un bon de commande avant l'achèvement de celui-ci par une décision d'annulation du bon de commande (par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel).

## **ARTICLE 6. MONTANT DU MARCHÉ – REMUNERATION DES PRESTATIONS**

### **6.1. CONTENU DES PRIX**

Le présent marché est à prix unitaires conformément aux dispositions des articles R2112-6 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché avec un montant maximum et sans minimum. Le montant maximum du marché est précisé à l'article suivant « Montant maximum du marché ».

Conformément à l'article 10.1 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les sujétions découlant de l'exécution des prestations et notamment tous les frais de main d'œuvre, de fournitures, de dépose, de pose, d'enlèvement et recyclage, de manutention et de transport, les frais d'établissement et de réunions de chantiers, les droits pouvant frapper les fournitures, les faux frais, toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les assurances, ainsi que les frais généraux et le bénéfice du TITULAIRE.

### **6.2. PRESTATIONS RECURRENTES**

Les prestations récurrentes de collecte des déchets sont exécutées conformément à l'ensemble des pièces contractuelles du marché et réglées sur la base du prix unitaire figurant en annexe 1 du présent document.

La clause de revoyure sera mise en œuvre à réception du premier bilan qui sera réalisé sur les trois (3) premiers mois d'intervention. Une réunion de mise au point sera organisée par le pouvoir adjudicateur pour ajuster la fréquence des rotations de collecte du prestataire au regard de la volumétrie de déchets réellement collectée et évaluer les performances de valorisation obtenue.

Cette clause de revoyure pourra être renouvelée tous les trimestres à la demande du pouvoir adjudicateur.

### 6.3. PRESTATIONS PONCTUELLES

Les prestations ponctuelles correspondent à des interventions faisant l'objet de bons de commande par le CLIENT.

Les prix des prestations hors forfait sont calculés sur la base du Bordereau des Prix Unitaires annexé au présent document, ou sur devis acceptés, ceci au choix du CLIENT.

Dans le cas d'un devis transmis par le TITULAIRE incluant l'intervention d'un sous-traitant, le devis de l'entreprise sera joint à l'offre du TITULAIRE affecté du coefficient d'entreprise contractuel.

Les coûts unitaires indiqués dans le BPU sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport, d'hébergement et de nourriture, jusqu'au lieu de livraison, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

## ARTICLE 7. MONTANT MAXIMUM DU MARCHÉ

Le montant maximum du marché est établi à deux cent quatorze mille euros hors taxe (214 000 €.HT).

## ARTICLE 8. VARIATION DES PRIX

### 8.1. CHOIX DES INDEX DE REFERENCE

Les prix du marché se réfèrent à la situation économique correspondant du mois qui précède celui de la date limite de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix seront révisés annuellement à la date anniversaire de la notification par application de la formule suivante :

$$Pr = Po * (0,15 + 0,65 * ICHTrev-TS / ICHTrev-TSo + 0,20 * FSD1 / FSD1o)$$

Formule dans laquelle :

- ↪ PR = Prix révisé
- ↪ P0 = Prix initial contractualisé par le marché
- ↪ ICHTrev-TS = valeur finale de l'indice du coût horaire du travail révisé-Tous salariés, publiée par l'INSEE
- ↪ ICHTrev-TSo = valeur de l'indice ICHTrev-TS publiée au mois zéro.
- ↪ FSD1 = valeur finale de l'indice des Frais et Services Divers catégorie 1 publiée par le MONITEUR
- ↪ FSD1o = valeur de l'indice FSD1 publiée au mois zéro.

### 8.2. DISPOSITIONS GENERALES

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés seront fermes pendant les douze mois suivants.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'INSEE ou les services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes d'un indice de substitution, le Pouvoir adjudicateur, avec l'accord du TITULAIRE, déterminera un nouvel indice.

### 8.3. MODALITES DE CALCUL DES INDICES

Il appartient au TITULAIRE de calculer chaque année, UN (1) mois avant la date anniversaire de la notification du marché, le coefficient de révision.

Le TITULAIRE s'engage, sous peine de forclusion, à notifier par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif ou barème avec un préavis de UN (1) mois minimum avant la date prévue pour la révision.

Les valeurs initiales de chaque indice sont celles lues et publiées par le MONITEUR ou l'INSEE le mois précédent celui de la date de remise des offres, « mois zéro » tel que défini ci-dessus.

Les valeurs finales de chaque indice seront celles lues et publiées par le MONITEUR ou l'INSEE chaque année UN (1) mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

La révision des prix ne pourra être appliquée par le TITULAIRE sur ses factures qu'après acceptation expresse ou tacite du coefficient de révision.

#### **8.4. CLAUSE DE SAUVEGARDE**

La formule de révision des prix présentée ci-dessus est applicable tant que la variation annuelle par année courante par rapport à l'année précédente est inférieure ou égale à 2%. Si la variation calculée dépasse 2%, le taux d'actualisation appliqué est plafonné à 2%.

---

### **ARTICLE 9. SOUS-TRAITANCE**

---

Le TITULAIRE peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché conformément aux dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G. de référence.

Il est précisé que le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement expose le TITULAIRE à l'application des mesures prévues à l'article 3.6.3 du C.C.A.G. de référence, soit la résiliation du marché aux frais du TITULAIRE sans indemnisation.

En cas de recours à la sous-traitance, le TITULAIRE devra remplir pour chaque sous-traitant, le formulaire « DC4 » de déclaration de sous-traitance, formulaire téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Pour rappel, l'acte spécial de sous-traitance vise d'une part à faire accepter le sous-traitant par le Pouvoir adjudicateur, et d'autre part à faire agréer ses conditions de paiement. Lorsque le sous-traitant remplit les conditions d'accès au paiement direct, il est précisé que toute renonciation à ce droit est réputée non-écrite (article 7 de la loi n°75-476 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance).

En tout état de cause, les actes spéciaux de sous-traitance doivent être notifiés avant tout début d'exécution des prestations par le sous-traitant. En cas de retard dans la transmission des actes spéciaux de sous-traitance du fait du TITULAIRE, il est précisé que ce dernier s'expose à l'exécution à ses frais et risques des prestations qu'il ne serait pas en mesure de réaliser dans les délais contractuels prévus au marché.

Le TITULAIRE demeure le seul interlocuteur de le Pouvoir adjudicateur. Il assume donc entièrement seul pendant la durée du marché, devant le Pouvoir adjudicateur comme devant tous tiers, l'entière responsabilité des prestations pour lesquelles il est engagé.

---

## ARTICLE 10. CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 10.1. AVANCE

En application de l'article R2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au TITULAIRE d'un marché public lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé sous réserve des dispositions de l'article R2191-7 du Code de la commande publique, à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché public ou de la tranche affermie si leur durée est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

En application de l'article R2191-5 du Code de la commande publique, le TITULAIRE déclare :

- ☐ renoncer au bénéfice de l'avance
- ☐ ne pas renoncer au bénéfice de l'avance

Nota : une des deux cases est à cocher impérativement par le candidat.

### 10.2. ÉCHELONNEMENT DES PAIEMENTS

#### 10.2.1 Paiement des prestations récurrentes

---

Les factures seront établies mensuellement à terme échu. Chaque fin de mois, le TITULAIRE établit sa facture. Pour les mois incomplets, le montant sera calculé au prorata temporis sur la base de 30 jours par mois.

Les factures établies sont à transmettre avant le 5 du mois suivant la fin du mois.

Seront déduites du montant, le cas échéant, les réfections prévues et les pénalités prévues au présent document aux articles « Pénalités » et « Réfections ».

#### 10.2.2 Paiement des prestations ponctuelles

---

Ces prestations sont réglées sur présentation de factures établies après exécution des prestations, accompagnées du bon de commande correspondant et du service fait apposé sur la facture par le service gestionnaire.

Il est précisé que chaque bon de commande fait l'objet d'une facturation séparée. Le paiement de l'ensemble d'une commande est considéré comme paiement définitif.

### 10.3. MODALITES DE REGLEMENT

Outre les mentions légales, les factures doivent impérativement comporter les renseignements suivants :

- Le numéro du marché et, éventuellement, le numéro du bon de commande passé au titre du marché (la copie du bon de commande devant être jointe à la facture),
- Les nom et adresse du TITULAIRE ainsi que le nom de la personne physique qui le représente,
- Le numéro SIRET ou SIREN du TITULAIRE,
- La date de la facture,
- La période d'exécution concernée,
- La nature des prestations exécutées,
- Le montant total hors taxe,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant toutes taxes comprises.

Le représentant du Pouvoir adjudicateur porte en déduction les éventuelles pénalités et réfections qui ont été décidées pendant la période afférente à la facture.

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 30 jours comptés à partir de la réception de la facture par le Pouvoir adjudicateur.

Les factures doivent être libellées à l'adresse suivante :

S.C.I.C Friche Belle de Mai  
41 rue Jobin  
F-13331 MARSEILLE Cedex 3

### 10.4. PAIEMENTS

Le mode de règlement retenu par le Pouvoir adjudicateur est le virement.

Le Pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom du TITULAIRE du marché dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG de référence.

Les règlements seront effectués au crédit du compte ouvert au nom de :

(Nom de la société à compléter)

.....

Code banque	Code guichet	N° de Compte	Clé RIB	Domiciliation
.....	.....	.....	.....	.....

Dans l'établissement bancaire désigné ci-dessous (*joindre un RIB*). :

.....

.....

.....

① Dans le cadre d'un groupement (article 12.1 du CCAG-FCS) :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

② Dans le cadre de la sous-traitance (conformément au CCTP):

Le Pouvoir adjudicateur se libérera, dans le même délai, des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les actes spéciaux annexés au présent acte d'engagement.

### 10.5. INTERETS MORATOIRES

Le dépassement par le Pouvoir adjudicateur du délai de paiement déterminé ci-dessus ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le TITULAIRE du marché ou le sous-traitant éventuel, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration dudit délai ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux appliqué sera le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Nota : L'attention du TITULAIRE est appelée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes décrites ci-dessus lui sera retournée par le service gestionnaire du marché ; le délai de paiement étant alors interrompu.

## ARTICLE 11. OPERATIONS DE CONTROLE ET DE VERIFICATION

Les opérations de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Le représentant du Pouvoir adjudicateur procède aux opérations de vérifications qu'il estime nécessaires.

Une décision du Pouvoir adjudicateur désignera le ou les responsables chargés des opérations de vérifications.

Les opérations de vérification ont lieu à l'occasion des interventions du TITULAIRE ou indépendamment de celles-ci, sans bien sûr en perturber le déroulement. Elles portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutées.

Le TITULAIRE communique au Pouvoir adjudicateur les documents de méthodologie définis au C.C.T.P. que celui-ci estime nécessaires.

Les objectifs à respecter pour le TITULAIRE sont définis dans le C.C.T.P. et ses annexes.

Dans le cas de constat de non-respect de ces objectifs, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au présent marché.

## ARTICLE 12. SUIVI DES PRESTATIONS

Le TITULAIRE doit se soumettre à l'organisation de suivi des prestations que le Pouvoir adjudicateur mettra en place.

Cette organisation a pour objet de contrôler :

- La bonne exécution des prestations contractuelles,
- Le suivi des interventions planifiées.

Dans ce cadre le TITULAIRE met en place et tient à jour l'ensemble des documents contractuels énoncés dans le C.C.T.P sous forme de bilans trimestriels et d'un bilan annuel. Il diffuse systématiquement au Pouvoir adjudicateur, et sans que celle-ci soit tenue de lui en faire la demande, tous les documents périodiques de suivi qui sont à sa charge.

Le premier bilan trimestriel sera un bilan sur 2 mois et remis un mois avant la fin du premier trimestre du marché, soit le **8 avril 2024 au plus tard**.

Le troisième bilan annuel sera remis 3 mois avant la fin du présent marché, à savoir **avant le 8 novembre 2024**.

Ces documents servent de support aux réunions d'exploitation pendant lesquelles ils sont analysés et commentés. La périodicité des réunions périodiques est précisée dans les C.C.T.P. Elles peuvent être complétées à la demande d'une des parties par des réunions extraordinaires dont l'ordre du jour est fixé d'un commun accord.

Les cahiers, registres et autres documents sont fournis par le TITULAIRE.

## ARTICLE 13. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE

### 13.1. ORGANISATION DES PRESTATIONS

Le TITULAIRE s'engage :

- À assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes et la bonne tenue de son personnel,
- À contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel,
- À assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché soit parfaitement remplie,
- À se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent,
- À faire en sorte que ses interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre sur le site,
- À restituer les ouvrages en bon état à l'expiration du marché.

## 13.2. RESPONSABILITES DU TITULAIRE

### 13.2.1 Obligations de conseil et d'information

---

De manière générale, le TITULAIRE doit informer le Pouvoir adjudicateur de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le TITULAIRE doit, en tout état de cause, signaler au Pouvoir adjudicateur, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Le TITULAIRE doit assistance au Pouvoir adjudicateur soit :

- Par téléphone pour tout complément d'information,
- Lors de réunions provoquées par le Pouvoir adjudicateur si nécessaire,
- En transmettant au Pouvoir adjudicateur les nouveaux textes réglementaires relatifs à ses prestations, accompagnés éventuellement d'une note expliquant l'influence de ces textes sur son activité.

En aucun cas les précédentes dispositions relatives à l'obligation de conseil ne dispensent le TITULAIRE d'assurer les prestations définies au marché. Dans la mesure où il est défaillant pour quelque raison que ce soit, le Pouvoir adjudicateur peut faire appel à toute autre forme de service, au frais du TITULAIRE.

### 13.2.2 Matériels et objets confiés au TITULAIRE

---

Le TITULAIRE est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel et objet qui lui est confié, dès que ce matériel ou objet est entré effectivement en sa possession. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

La reproduction des clés et passes par le TITULAIRE est interdite.

La transmission des clés à un tiers est interdite sous peine de résiliation du marché.

Si le TITULAIRE ne peut restituer un matériel ou objet, pour quelque motif que ce soit, le Pouvoir adjudicateur décide, après s'être informé de ses possibilités, la mesure de réparation à appliquer : remplacement ou remise en état.

Le cas échéant le Pouvoir adjudicateur dotera le TITULAIRE de clés ou bips, en quantité suffisante, permettant l'accès à certains locaux intéressés par les prestations.

En cas de perte ou de vol, le TITULAIRE avisera aussitôt le Pouvoir adjudicateur des exemplaires manquants. Ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au TITULAIRE, au tarif en vigueur. Pour les passes, le TITULAIRE devra le remplacement à ses frais des canons accessibles à partir du passe considéré.

En fin de marché, le TITULAIRE sera tenu de remettre au Pouvoir adjudicateur les clés confiées initialement.

### 13.2.3 Responsabilité sociale et environnementale

---

Le TITULAIRE assure pour son personnel la responsabilité de son affiliation à tous les organismes sociaux, ainsi que son entière responsabilité vis-à-vis des règlements de la législation du travail et du Code de l'Environnement.



### 13.3. OBLIGATION DE RESERVE

Tous les personnels du TITULAIRE affectés à l'exécution des prestations sont astreints aux mêmes règles de secret et de discrétion que les agents du Pouvoir adjudicateur. Ils font preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers et des usagers des sites concernés par le présent marché.

Le TITULAIRE s'engage à appliquer et à faire appliquer le secret professionnel sur les informations et documents auxquels il aura accès pendant l'exécution du marché. Il s'oblige donc notamment à tenir strictement confidentiels et à ne pas divulguer les documents et informations auxquels il aura directement ou indirectement connaissance, dans le cadre du marché, à quelque titre que ce soit.

A l'expiration du présent marché, le TITULAIRE s'engage à restituer l'ensemble des documents qui lui ont été remis par le Pouvoir adjudicateur ou qu'il a été amené à créer pendant l'exécution du marché.

Conformément à l'article 1204 du Code Civil, le TITULAIRE se porte fort pour tout son personnel (salariés, collaborateurs, éventuels sous-traitant, etc...) des engagements définis ci-dessus.

## ARTICLE 14. OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir adjudicateur s'engage à :

- Assurer au TITULAIRE l'exclusivité des prestations forfaitaires définies au présent marché. Toutefois en cas d'interruption des prestations incombant au TITULAIRE, le Pouvoir adjudicateur est en droit de faire procéder à un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du TITULAIRE, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation, qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du TITULAIRE,
- Faciliter l'accès du TITULAIRE aux locaux et ouvrages.

Pendant la durée du présent marché, toute intervention réalisée par un organisme ou une entreprise autre que le TITULAIRE est effectué sous la seule responsabilité du Pouvoir adjudicateur.

## ARTICLE 15. PENALITES

Compte tenu des résultats à atteindre et de la nécessité d'assurer en permanence et dans les meilleures conditions la continuité de service, en cas de non réalisation par le TITULAIRE des obligations liées au présent marché, le Pouvoir adjudicateur appliquera les pénalités définies ci-dessous par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS.

Objet	Description défaillance	Seuil de déclenchement	Pénalité applicable
<b>Pénalités relatives au non-respect des engagements</b>			
<b>Qualité des prestations</b>	Non-respect de la qualité des prestations de collecte (dont propreté des abords au niveau des points de collecte)	sur constat visuel par le pouvoir adjudicateur	100 € HT / constat
<b>Prestations récurrentes</b>	Non-respect du planning d'intervention	Retard en jours ou non-respect de l'horaire	100 €HT par jour calendaire de retard 100 € HT par créneau horaire non respecté

Objet	Description défaillance	Seuil de déclenchement	Pénalité applicable
<b>Prestations ponctuelles</b>	Non-respect du planning d'intervention	Retard en jours ou non-respect de l'horaire	50 €HT par jour calendaire de retard au-delà des deux semaines 50 € HT par créneau horaire non respecté
<b>Exigences de valorisation</b>	Non-respect d'une exigence (objectif de résultats) fixée au marché	Objectif défini au marché à l'article 2.7	5000 €HT * (écart entre objectif et résultat) par ligne d'engagement annuel
<b>Pénalités relatives au suivi des prestations et leur évaluation</b>			
<b>Réunions / Convocations</b>	Absence du (des) représentant(s) du TITULAIRE à une réunion programmée ou à une convocation du CLIENT	Absence non signalée au moins 48 heures à l'avance	50 €HT par personne absente
<b>Bilans trimestriels</b>	Bilans trimestriels incluant données quantitatives et qualitatives	le 9 du mois de chaque échéance trimestrielle, sauf pour le premier bilan	50 €HT par document et par jour calendaire de retard au-delà du délai fixé
<b>Bilans annuels</b>	Rapport annuel de synthèse	1 mois après la date anniversaire du marché	200 €HT par jour calendaire de retard
<b>Bilan final</b>	Rapport de synthèse global sur 3 années de prestations comprenant analyse des variations saisonnières et événementielles	3 mois avant l'échéance du présent marché	200 €HT jour calendaire de retard

Toutes les pénalités sont cumulables. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les Parties conviennent que les pénalités notifiées au TITULAIRE et non contestées pourront être recouvrées par compensation avec le montant des sommes dues par le Pouvoir adjudicateur au titre du marché.

Le TITULAIRE déduit de sa facture les pénalités calculées entre les deux parties.

Il est expressément convenu entre les Parties que les pénalités n'ont pas de caractère libératoire.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures telles que reconnues par la jurisprudence française.

Lorsque le cumul des pénalités sur l'année en cours atteint 10% du montant annuel du contrat, le TITULAIRE est convoqué afin d'étudier les modalités de poursuite éventuelle des prestations.

En cas d'atteinte du plafond des pénalités du fait du TITULAIRE, ce qui constitue un manquement grave du TITULAIRE, le Pouvoir adjudicateur pourra résilier, sans préavis, le Contrat par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient lui être alloués.

Les pénalités définies au marché sont fermes sur la durée du marché et sont déduites sur le montant hors taxes du projet de décompte trimestriel.

## ARTICLE 16. REFACTIONS

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou de mauvaise exécution des prestations, le Pouvoir Adjudicateur peut, conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG de référence, appliquer une refaction sur les prix correspondants. La valeur de la refaction sera fixée en fonction de l'étendue des imperfections constatées.

## **ARTICLE 17. ÉVÉNEMENTS DANS LE DEROULEMENT DES PRESTATIONS**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le périmètre du marché conformément à l'article L2194-1 du Code de la commande publique.

### **17.1. MODIFICATIONS DES CLAUSES CONTRACTUELLES**

Les éventuelles modifications des clauses du présent marché sont matérialisées par l'élaboration d'un avenant signé par les deux parties contractantes.

Une clause de revoyure est prévue à l'issue du premier trimestre et pourra être renouvelée à la demande du pouvoir adjudicateur selon le contexte économique et l'activité du site (crise sanitaire ou autres évènements impactant les conditions d'exploitation du site de la Friche la Belle de Mai).

### **17.2. MODIFICATION DU STATUT DU TITULAIRE**

Dans l'hypothèse d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du TITULAIRE, le TITULAIRE ainsi formé doit proposer au Pouvoir adjudicateur un avenant entérinant ce changement de statut. Le Pouvoir adjudicateur peut refuser cet avenant et résilier le marché de plein droit, sans indemnités et sans préavis.

Si le Pouvoir adjudicateur ne décide pas la résiliation du marché, le TITULAIRE ainsi formé doit poursuivre l'exécution du marché jusqu'à son terme.

### **17.3. TRANSFERT DU MARCHE**

Le TITULAIRE ne peut céder le présent marché sans l'autorisation expresse du Pouvoir adjudicateur.

Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du marché aux torts exclusifs du TITULAIRE et sans indemnités.

### **17.4. MODIFICATION DE LA PRESTATION**

#### **17.4.1 Modification des moyens**

Le Pouvoir adjudicateur peut avoir à adapter le nombre d'heures des moyens minimaux défini dans le marché.

Le TITULAIRE peut formuler d'éventuelles objections relatives à ces adaptations et / ou modification d'organisation.

Dès lors que la nouvelle organisation est confirmée par le Pouvoir adjudicateur, le TITULAIRE doit la mettre en application par ajout, suppression ou décalage de plage horaire.

En particulier le montant annuel des prestations forfaitaires annuelles tenant compte de certaines périodes de non exploitation de bâtiment, en cas de modification de la durée des périodes et/ou de la liste des locaux inoccupés, le montant annuel M1 devra être réajusté en conséquence.

#### **17.4.2 Modification des ouvrages**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire effectuer toute extension ou modification sur les ouvrages objet du marché.

Le TITULAIRE est tenu d'accepter les transformations et la modification des caractéristiques des ouvrages, en cours d'exécution du marché.

### 17.4.3 Règles d'ajustement du marché :

Un avenant au marché peut être négocié si la nature et la qualité des prestations à fournir se trouvent notablement modifiées (en plus ou en moins). Cette négociation ne pourra cependant avoir lieu qu'à partir du moment où le cumul des modifications n'implique pas une variation du prix annuel d'au moins 10 % (en plus ou en moins). Si ces conditions ne sont pas remplies, l'avenant n'aura aucune incidence financière sur le prix annuel.

Le TITULAIRE ne peut effectuer aucune modification de son fait, sans l'accord écrit du Pouvoir adjudicateur.

En cas de désaccord irréductible entre les deux parties, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans que le TITULAIRE puisse prétendre à indemnité.

## ARTICLE 18. DISPOSITION DE FIN DE MARCHÉ

En fin d'exécution du marché, quelle qu'en soit la cause (résiliation normale ou anticipée) ou la partie qui en a pris l'initiative, le TITULAIRE s'engage à :

- Laisser les équipements, les locaux, les matériels en état normal d'entretien et de fonctionnement,
- Restituer la documentation transmise lors de la mise en place ou en cours d'exécution du marché,
- Restituer les moyens et les fournitures mis à sa disposition par le Pouvoir adjudicateur,
- Enlever ses propres matériels et équipements au plus tard quinze (15) jours après la date de fin de son marché,
- Établir un procès-verbal contradictoirement avec le Pouvoir adjudicateur, de l'état des lieux et des équipements utilisés par le TITULAIRE.

Le TITULAIRE s'engage à lever les réserves, identifiées dans le procès-verbal, relatives à l'inexécution d'une quelconque de ses obligations.

Toute dépense pour la remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'un manquement du TITULAIRE aux obligations du présent marché, lui est retenue ou facturée.

Le TITULAIRE s'engage à ne pas entraver l'arrivée des personnels du nouveau titulaire avant expiration du marché.

## ARTICLE 19. ASSURANCES

Le TITULAIRE doit justifier qu'il est TITULAIRE d'une police d'assurance de responsabilité civile garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et du Pouvoir adjudicateur pour tout dommage susceptible d'être causé par l'exécution de ses prestations.

La police d'assurance devra être communiquée au Pouvoir adjudicateur au plus tard dans les quinze jours calendaires à compter de la notification du présent marché et, dans le même délai, au début de chaque nouvelle période annuelle.

Le TITULAIRE s'engage à prévenir le Pouvoir adjudicateur de toute modification dans ses polices d'assurance.

## ARTICLE 20. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du TITULAIRE, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du TITULAIRE conformément à l'article 36.1 du CCAG – FCS.

#### **ARTICLE 21. RESILIATION**

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions prévues aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

Par ailleurs, le marché pourra être résilié de plein droit aux torts exclusifs du TITULAIRE, sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité, dans le cas où le cumul des pénalités et réfections depuis le début de l'année en cours représente un montant supérieur à dix pour cent (10%) du montant forfaitaire annuel du marché.

#### **ARTICLE 22. LITIGES**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent acte d'engagement valant CCAP, la loi française est la seule applicable.

Le tribunal compétent est le Tribunal de Grande Instance de Marseille.

#### **ARTICLE 23. DEROGATION AU CCAG-FCS**

L'ARTICLE 15 du présent acte d'engagement valant CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 5.2 du présent acte d'engagement valant CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.

**ARTICLE 24. DECLARATION DU TITULAIRE**

Le TITULAIRE et ses sous-traitants sont tenus d'établir et de transmettre au Pouvoir adjudicateur, à la date de la signature du contrat et tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail.

Fait en un seul original, à ..... , le .....  
(signature et cachet de l'entrepreneur)

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Fait à Marseille, le .....

Le Pouvoir Adjudicateur

Reçu notification du marché

le :

.....

(signature et cachet de l'entrepreneur)